

Le marché international du lait et des produits laitiers

Padilla M., Gherzi G.

in

Padilla M. (ed.), Ben Saïd T. (ed.), Hassainya J. (ed.), Le Grusse P. (ed.).
Les filières et marchés du lait et dérivés en Méditerranée : état des lieux, problématique et méthodologie pour la recherche

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 32

2001

pages 7-21

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI011661>

To cite this article / Pour citer cet article

Padilla M., Gherzi G. **Le marché international du lait et des produits laitiers**. In : Padilla M. (ed.), Ben Saïd T. (ed.), Hassainya J. (ed.), Le Grusse P. (ed.). *Les filières et marchés du lait et dérivés en Méditerranée : état des lieux, problématique et méthodologie pour la recherche*. Montpellier : CIHEAM, 2001. p. 7-21 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 32)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Le marché international du lait et des produits laitiers

M. Padilla¹, G. Ghersi²

¹Administrateur, ²Professeur, CIHEAM-IAM Montpellier (France)

Résumé. La région méditerranéenne rassemble près de 500 millions d'individus et présente de grands contrastes économiques et démographiques entre le nord, le sud et l'est. Fortement engagée dans l'internationalisation des économies la composant, la Méditerranée a une place essentielle dans les transactions internationales de lait et dérivés (17 % du total mondial rien que pour le sud et l'est) bien que présentant un marché modeste (8 % du marché mondial de consommation). Les flux internationaux mondiaux, encore dominés par l'Europe, sont limités (7 % de la production mondiale) mais ont une forte influence sur les prix des denrées. Prix, baisse de la demande, positionnement sur le nouveau marché des technologies, expliquent des perspectives des échanges peu optimistes. Par ailleurs, l'impact des décisions de l'OMC n'a pu encore être mesuré dans toutes ses composantes.

Abstract. *The Mediterranean area gathers nearly 500 million individuals and presents great economic and demographic contrasts between the North, the South and the East. Strongly engaged in the internationalisation of the economies, the Mediterranean area has a unique position in the international dairy products and milk transactions (17 % of the world total only for the South and the East) although presenting a modest market (8 % of the world market of consumption). The still European dominating world flows are limited (7 % of the world production) but they have a strong influence on the prices of the food products. Price, falls demand, positioning on the new technologies market explain few optimistic exchanges prospects. In addition, the impact of the OMC decisions has not yet been measured in all its components.*

I – Introduction

Beaucoup d'espoirs ont été fondés sur la libéralisation des échanges internationaux de produits alimentaires et, suite à l'accord de Marrakech mis en application en 1995 et à l'échec partiel de la rencontre de Seattle en décembre 1999, on peut raisonnablement s'interroger sur l'évolution passée et le devenir des transactions d'un produit hautement politique : le lait.

L'ensemble méditerranéen présente un clivage important entre son nord qui reste ancré à la politique communautaire et son sud qui grâce à ses traditions d'élevage, espère pourvoir son marché et gagner du terrain sur la place internationale notamment pour certains produits typiques.

Assistons nous à un marché figé ou évolutif et dans quel sens ? D'autant que cette libéralisation s'insère dans un contexte méditerranéen difficile, fait de fractures économiques et sociales. Or la réussite de l'espace euro-méditerranéen est conditionnée par un certain équilibre des pouvoirs de négociation liés aux conditions socio-économiques locales. Pour répondre à cette question, nous verrons d'abord quel est le contexte économique et social des pays méditerranéens, puis nous verrons ce que pèse le marché laitier en termes de demande et de transactions, notamment en Méditerranée, quelles en sont les modifications récentes et les causalités, pour terminer sur les perspectives de ce marché.

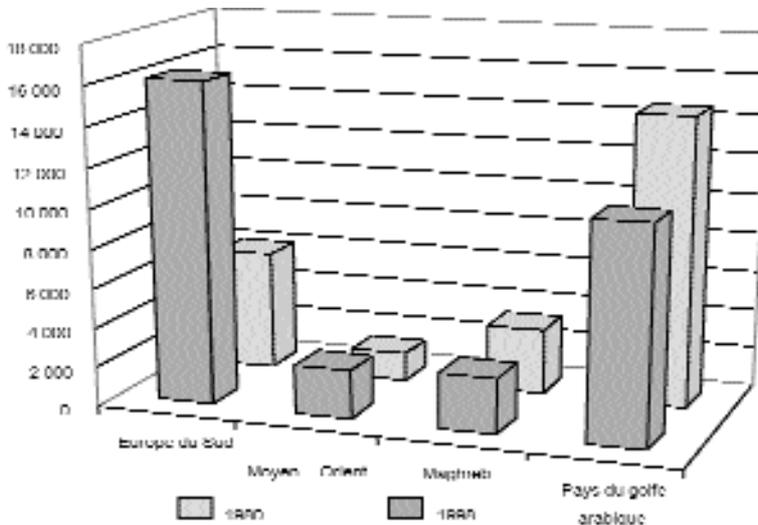
II – Le contexte économique et social en Méditerranée

La Méditerranée qui a été l'un des foyers du développement de notre monde occidental, longtemps oublié au profit du développement des nouveaux espaces géostratégiques (Europe, Asie, Nouveau Monde), retrouve la place qu'elle avait perdue, particulièrement avec la construction programmée de l'espace euro-méditerranéen. L'une des toutes premières caractéristiques de cette région du monde, où vivront au début du siècle prochain près de 500 millions d'individus, est sans nul doute le grand contraste économique et démographique observé entre le Nord, le Sud et l'Est.

1. Une fracture économique préoccupante

Si l'on retient le revenu moyen par habitant comme indicateur du "niveau moyen de richesse" d'un pays, on constate qu'il est aujourd'hui trois fois et demi plus élevé au Nord qu'au Sud (cette différence n'était que de 1,5 fois en 1980). Cette croissance à deux vitesses a concentré les richesses matérielles dans les pays du Nord méditerranéen qui assurent aujourd'hui plus des 4/5ème de la production de la région (Médistat).

Figure 1. Evolution du PIB moyen (en US\$) par travailleur comparaison entre le Nord et le Sud

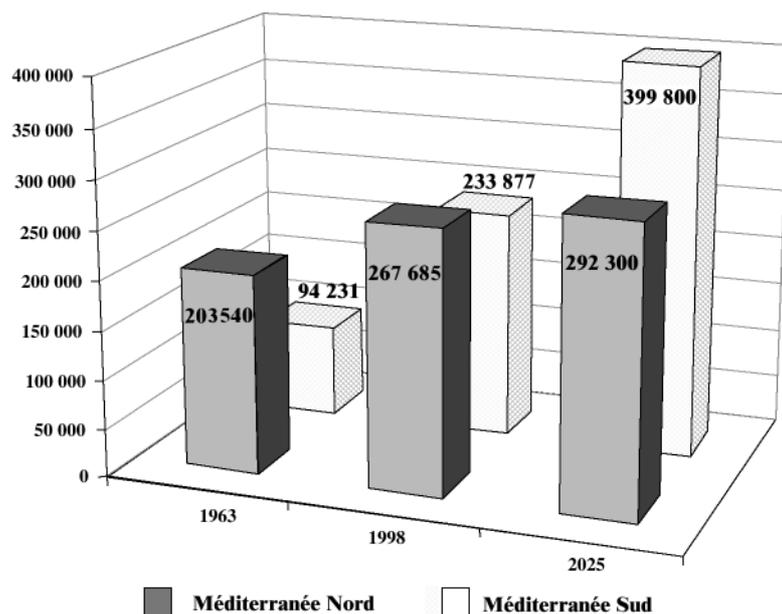


Une des principales causes se trouve dans les importantes disparités observées en matière de productivité du travail. Ainsi un agent économique actif produit cinq fois plus s'il travaille dans un pays situé au nord de la Méditerranée que s'il est employé au sud (ce ratio n'était que de un à trois en 1980). Dans le secteur agricole, la différence est un peu moins marquée, puisqu'elle est de un à trois et demi, mais elle s'aggrave puisqu'elle était de 1,5 en 1980. Si l'on ajoute à cela, les disparités importantes observées en matière de répartition des richesses au Nord comme au Sud et les problèmes de pauvreté qui en résultent, on est confronté aux portes de l'Europe à l'un des problèmes clé du développement du début du XXIème siècle : la lutte contre la pauvreté et la recherche d'un développement plus équilibré.

2. Une nouvelle répartition démographique

Un autre facteur important à intégrer dans nos analyses est celui de la croissance démographique différenciée entre le Nord et le Sud. On estime ainsi qu'en 2025 près de 60% de la population Méditerranéenne vivra dans les pays du Sud les plus pauvres (cette proportion était moins de 30% en 1950).

Figure 2. Évolution de la population en Méditerranée comparaison entre le Nord et le Sud



Ceci se double d'un phénomène d'urbanisation qui s'accélère particulièrement au Sud de la Méditerranée. Le tableau 1 donne une bonne idée de la rapidité avec laquelle s'est opérée l'urbanisation dans la plupart des pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Des pays comme le Liban, la Libye et la Turquie ont vu leur population urbaine plus que doubler depuis 1960. Or le rythme d'urbanisation modifie les comportements alimentaires des populations, donc le type de produits demandés.

Tableau 1. Évolution de la population urbaine en Méditerranée

	1960	Taux d'urbanisation (en %)		Progression du taux d'urbanisation (en %)
		1996	1998	
Israël	78	91	91	17
Malte	71	89	90	26
Liban	41	88	89	117
Libye	24	86	87	263
Espagne	57	77	77	35
France	63	75	75	19
Turquie	31	70	73	135
Italie	60	67	67	11
Tunisie	37	63	64	73
Grèce	44	59	60	36
Algérie	32	56	58	81
Syrie	37	53	54	46
Maroc	30	53	54	80
Egypte	38	45	45	18
Portugal	22	36	37	68

Source : Médagri, 2000.

3. A la recherche de l'équilibre alimentaire

Face à cette situation, les défis à relever au cours des prochaines années dans la zone méditerranéenne s'avèrent considérables et tout particulièrement dans le champ de l'économie agro-alimentaire. Le poids du secteur agricole est encore important particulièrement dans les pays économiquement moins développés, et si l'on y ajoute les secteurs de la transformation des produits et des services, le poids du secteur agro-alimentaire apparaît bien plus élevé aussi bien au Nord qu'au Sud. Le développement agro-alimentaire constitue donc une composante importante de la croissance et du développement économique global (création d'emplois, de revenus, d'exportations et de PIB).

Les questions agro-alimentaires, pour toutes ces raisons, posent pour les années à venir des questions stratégiques pour le développement de la zone. S'y dessinent déjà certains déficits alimentaires inquiétants qui alliés à l'évolution démographique rapide des pays, devraient attirer notre attention. Au cours des trente dernières années, en effet, l'approvisionnement alimentaire des pays au Sud et l'Est de la Méditerranée (PSEM) est devenu de plus en plus difficile, si l'on fait exception de la Turquie.

4. L'internationalisation de l'économie agro-alimentaire en Méditerranée

L'internationalisation, en Méditerranée comme dans le reste du Monde, se réalise essentiellement par quatre voies : l'information, le marché, le capital, et les migrations de population.

- ❑ L'internationalisation par l'information a pris une dimension exceptionnelle ces dernières années, compte tenu de l'évolution récente des techniques de communication. Pour le secteur agro-alimentaire, l'accès instantané à des informations stratégiques concernant non seulement les politiques agricoles et alimentaires et les marchés, mais aussi des informations de type "intelligence économique" qui touchent l'organisation et la stratégie des entreprises, la technologie, la coopération technique et commerciale, la formation des spécialistes et des cadres, etc.
- ❑ L'échange international concerne les produits de la branche agricole et ceux de la branche des industries alimentaires. Ces produits sont soit des produits agricoles de base, soit –et de plus en plus– des produits alimentaires proprement dits.
- ❑ L'échange par le capital se rapporte aux transferts de capitaux d'un pays à l'autre, ce que l'on appelle l'Investissement Direct des IAA, et notamment à la création de filiales d'entreprises multinationales, ou d'accords financiers divers entre entreprises de pays différents.
- ❑ Enfin, les migrations de population constituent une composante importante de l'internationalisation. Les relations entre équilibre alimentaire, la croissance économique et les migrations apparaissent ainsi clairement en Méditerranée.

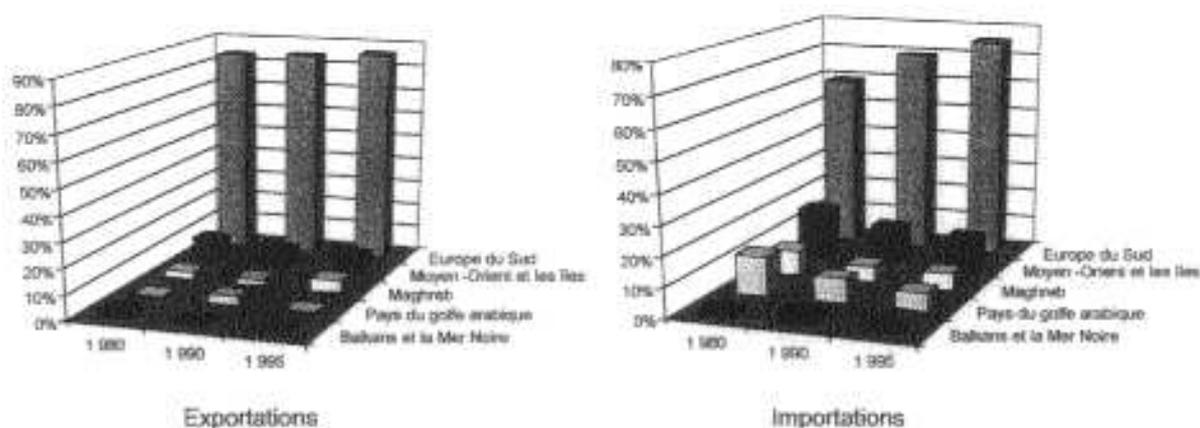
L'espace méditerranéen doit faire face à cette quadruple dynamique. Nous retiendrons dans le présent article deux de ces composantes de la mondialisation de la Méditerranée : la mondialisation par l'échange des produits agro-alimentaires et par la stratégie des firmes et le capital.

A. La mondialisation par le commerce en Méditerranée

Aujourd'hui, "le marché de tout l'univers" se construit. En 2000, le commerce mondial de marchandises franchira sans doute le seuil symbolique de 7000 milliards de \$US et celui des produits agricoles et agro-alimentaires approchera dans le même temps les 800 milliards. Cette accélération soutenue des échanges de biens et de services, observée depuis le milieu des années 80, constitue l'une des manifestations du mouvement de mondialisation, mais c'est loin d'être la seule. Ce commerce apparaît comme fortement concentré, puisque les dix premiers pays exportateurs assurent à eux seuls près des deux tiers des exportations mondiales de produits agricoles et de produits alimentaires transformés.

Dans ce contexte, le poids des pays du bassin méditerranéen est loin d'être négligeable puisqu'ils réalisent respectivement 22 % des importations et 19 % des exportations des produits agricoles et agro-alimentaires échangés dans le monde en 1997. Mais cette relativement bonne performance est essentiellement due aux pays du Nord de la Méditerranée et masque des disparités considérables entre les pays de la zone que traduit le graphique suivant.

Figure 3. Structure géographique des exportations et des importations de produits agricoles bruts et transformés en Méditerranée



Analysés du point de vue du taux de couverture du commerce extérieur (export/imports) ces chiffres du commerce extérieur laissent apparaître un ratio de dépendance assez élevé pour un certain nombre de pays de la zone Méditerranéenne, notamment les pays du Golfe et du Maghreb.

Tableau 2. Evolution du taux de couverture dans la zone Méditerranéenne pour les produits agricoles et transformés

	1970	1980	1990	1997
Pays du golfe arabe	24	4	34	8
Balkans et la Mer Noire	148	90	32	64
Moyent-Orient et les îles	81	36	46	43
Maghreb	99	20	34	39
Méditerranée	77	63	77	83
Europe du Sud	77	89	94	82

Source : Médagri, 2000

D'une façon générale, on observe une dégradation sensible de la situation en matière de dépendance alimentaire dans les pays du Golfe. Dans les autres régions du sud et de l'est, après une chute brutale entre 1970 et 1980, on note une lente amélioration depuis 1990. Les disparités s'avèrent particulièrement fortes lorsqu'on analyse les statistiques nationales du commerce extérieur. Ainsi de 1970 à 1997 le taux de couverture de la France est passé de 100 à 148, alors que par exemple celui de l'Algérie passait de 126 à 2. Au sein d'un même groupe de pays, les différences sont aussi importantes : au Maghreb, le taux est supérieur en moyenne à 50 pour le Maroc et demeure très en dessous de 10 pour l'Algérie. Finalement, si l'on garde l'image d'une région fortement dépendante des importations pour ses approvisionnements alimentaires, les données récentes nous conduisent à nuancer cette vision des choses. En effet, si la presque totalité des régions étaient proche de l'autosuffisance dans les années 60, la situation s'est fortement dégradée jusqu'aux années 80 à l'exception de l'Europe du Sud et des Balkans. Pour la période récente, les politiques mises en œuvre ont été favorables puisque le taux d'insuffisance s'améliore partout sauf aux Balkans où les événements militaires et civils ont conduit à une dégradation de l'agriculture locale (cf. tableau 3).

Tableau 3. Taux d'autosuffisance (Coefficient = P/P-X+M)

	1962/63	1997	1980
Pays du Golfe		37	28
Balkans + Mer Noire	106	86	105
Moyen-Orient	84	73	61
Maghreb	95	75	67
Europe du Sud	92	104	96
Méditerranée	91	91	90

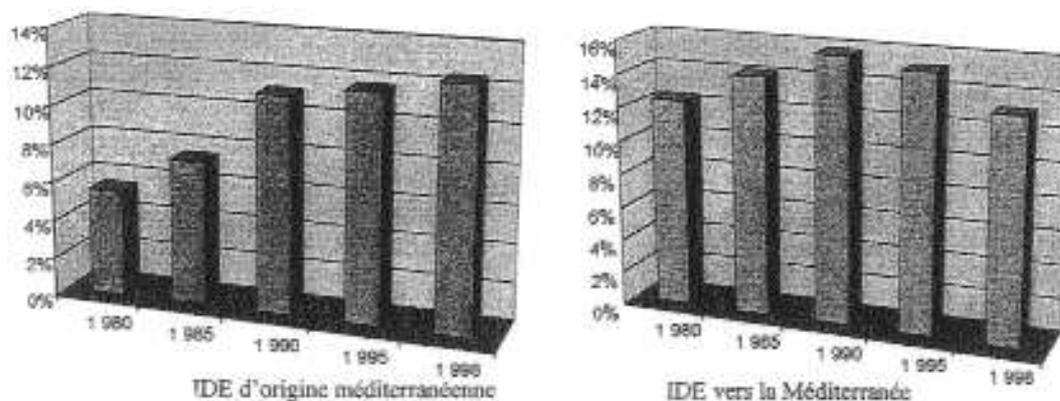
Source : Nos calculs sont basés sur la base de Médagri 2000.

B. La mondialisation par le capital

La deuxième manifestation de la mondialisation est la croissance de l'Investissement Direct à l'Etranger (IDE) après une période de reflux entre 1920 et 1980. En 1996, l'IDE (flux sortants) mondial s'est élevé à près de 350 milliards US\$, soit 1.2 % du PIB mondial et 5.7 % des exportations. Le caractère faiblement internationalisé de l'Industrie Agro-alimentaire se confirme par l'examen des chiffres de l'IDE : en 1994, les flux sortants des 25 pays de l'OCDE (y compris le Mexique) se sont élevés à environ 20 milliards US\$, soit moins de 9 % de leurs investissements totaux à l'étranger (OCDE, 1996). Les stocks de capital accumulés à l'étranger dans le secteur des IAA, représentent moins de 5 % des stocks détenus dans l'ensemble des secteurs. Et les pays riches (ceux appartenant à l'OCDE) sont à l'origine de plus de 90 % du stock de capital investi à l'étranger en 1996 et accueillent plus de 70 % de ces stocks d'IDE.

De ce fait la Méditerranée reste relativement à l'écart de ces investissements directs à l'étranger. Ils accueillaient moins de 13 % des IDE réalisés dans le monde et étaient à l'origine de 12 % de ces investissements. Ce pourcentage étant en légère diminution comme l'illustre le graphique ci-après.

Figure 4. Poids des IDE méditerranéens dans le monde



Dans ce domaine aussi, les disparités sont particulièrement fortes entre le nord et le sud de la Méditerranée. Ainsi, le Nord qui accueillait près de 94 % du stocks des IDE en 1998 était à l'origine des 96 % de ces IDE méditerranéennes.

II – Le poids du marché laitier dans le Monde

1. Un marché à évolution variable

Le marché mondial des produits laitiers, après une période de stagnation sur les années 1990-1995, progresserait au rythme de 1 à 2 % par an d'ici 2005, certains estimant même la progression jusqu'à 2 à 3 % par an sur les dix prochaines années. Ce marché pèse 564 millions de tonnes en 1999, soit une

consommation moyenne de 80 Kg par personne. Toutefois les disparités de consommation sont élevées : de 300 kg équivalent lait environ en Europe, elle est quasiment nulle en Chine.

Produit bénéficiant d'une image positive auprès du consommateur, la production mondiale de lait, bien qu'en expansion, serait insuffisante pour répondre à l'augmentation de la demande à moyen et long termes. Le marché est bipolaire : l'Europe de l'Ouest et les USA dominent très largement avec un tiers de la consommation mondiale alors qu'ils ne représentent que 10 % de la population mondiale ; toutefois ce marché semble s'essouffler pour des raisons que l'on évoquera plus loin. Les pays économiquement moins développés ont une tradition laitière souvent faible, mais semblent s'éveiller à cette nouvelle alimentation : on attend les plus fortes croissances en Asie et en Amérique Latine (entre 3 et 5 % par an entre 1995 et 2005) (Rabobank, 1998).

2. Les débouchés du lait

L'ensemble des segments¹ de marché bénéficierait de cette croissance à l'exception de la poudre de lait écrémé et du lait concentré. Dans les pays non traditionnellement laitiers, c'est le lait liquide qui sera en forte expansion, alors que dans les pays de tradition laitière, ce sont les produits transformés qui progresseront, essentiellement en tant qu'ingrédient de l'industrie alimentaire.

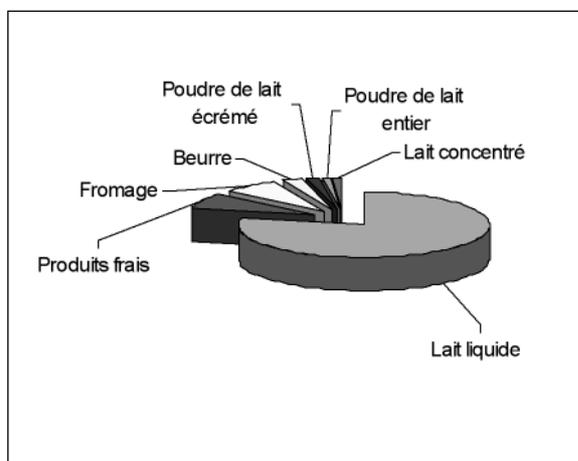


Figure 5. Répartition mondiale de la consommation par produits, 1995

Sur les 564 millions de tonnes de lait produites en 1999, 85 % proviennent de la vache, 11 % de la bufflonne et 4 % des brebis et chèvres. Seule 53 % de la production totale est transformée, le reste étant vendu directement par les exploitations laitières sur le marché domestique ou utilisé pour l'alimentation des animaux (tableau 4). Bien entendu les variations sont grandes entre les pays : ce sont seulement 10 % de la production qui sont transformés en Inde, contre 98 % aux USA ou 94 % dans les pays d'Europe Occidentale.

Tableau 4. Utilisations du lait dans le Monde, 1996

Ventes directes lait liquide et produits laitiers, autoconsommation, alimentation animale	Livraison du lait aux industriels pour la transformation					
47 %	20,3 % Fromage	16,5 % Lait liquide	15 % Beurre PLDE* Caséine	2,6 % Produits fermentés Desserts	2,4 % PLE**	0,7 % Lait concentré

PLDE* : Poudre de lait demi-écrémé

PLE** : Poudre de lait entier

Source : FIL/FAO

3. La place de la Méditerranée dans ce marché

Les pays nord-méditerranéens sont de forte tradition laitière : fromages, laits fermentés, desserts lactés y sont largement consommés. La consommation humaine en équivalent lait entier est de 170 kg par habitant (Portugal) à 400 kg (France). Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord représentent quant à eux une part limitée du marché mondial de consommation : seulement 8 % ! et les niveaux de consommation restent modestes : 50 kg par habitant (Yémen) à 170 kg (Turquie) (CNIEL, 2000).

Toutefois, on peut s'interroger sur le crédit que l'on peut accorder aux chiffres de volume consommé concernant les pays du sud quand l'on sait que la moitié environ de la production circule par des voies informelles difficiles à saisir.

Tableau 5 : Evolution de la consommation humaine apparente et de la production de produits laitiers en équivalent lait entier en Méditerranée, 1988-1998

	Consommation totale kg/hab.		Production totale de lait (kg/hab.)	
	1988	1998	1988	1998
Albanie	165	281	138	276
Espagne	147	189	166	168
France	419	404	486	434
Grèce	199	198	175	180
Italie	279	298	203	213
Portugal	132	168	147	194
Algérie	141	101	39	44
Egypte	95	84	41	53
Jordanie	98	73	22	36
Liban	106	118	36	85
Libye	137	81	32	38
Maroc	69	64	41	41
Syrie	159	125	113	116
Tunisie	82	80	49	75
Turquie	197	172	183	156
Yémen	67	53	17	13
Monde	80	79	104	95

Source : CNIEL/FAO

Au cours des dix dernières années, on constate une progression modeste de la demande dans les pays nord-méditerranéens et une stagnation de la production expliquée essentiellement par l'instauration des quotas laitiers. Alors que ce schéma est totalement inverse dans les pays sud méditerranéens : la consommation a diminué alors que la production par habitant a augmenté presque partout. Les variables d'un environnement socio-économique difficile expliquent ce recul chez les consommateurs alors que les politiques d'encouragement de la production ont eu des répercussions positives. Jusqu'alors très tributaires des importations, et malgré les progrès de la production, un déficit d'approvisionnement national persiste dans nombre de pays.

IV – Un flux international très limité et évoluant peu

En 1998, les échanges de produits laitiers ont porté sur 65 millions de tonnes équivalent lait. Si l'on exclut les échanges intra-communautaires, ce sont seulement 7 % de la production mondiale qui font l'objet d'un échange international ! L'Union Européenne et l'Océanie assurent 93 % des exportations (FAO, 2000).

C'est un produit de consommation de proximité, essentiellement en frais. Seuls rentrent dans le commerce international, les produits transformés qui ne perdent pas leurs qualités nutritionnelles et organoleptiques lors du transport et de la distribution (Cyclope, 1999).

Toutefois, cette très faible part de la production négociée sur le marché international a une forte influence sur les prix et notamment celui de la denrée la plus négociée : le lait en poudre.

1. Un marché international encore dominé par l'Union Européenne, mais pour combien de temps ?

L'UE est toujours le premier exportateur de produits laitiers mais sa part de marché ne cesse de diminuer depuis les Accords de Marrakech entrés en vigueur en juillet 1995. Sa part de marché qui était de 55 % en 1990, n'est plus que de 35 % en 1998 (ONILAIT, 2000). L'Océanie est la grande bénéficiaire de la libéralisation des échanges.

Le Proche et Moyen-Orient ainsi que l'Afrique du nord sont des régions non négligeables dans le commerce international des produits laitiers avec environ 17 % du total ; cependant ce commerce est en déclin relatif puisqu'il comptait pour 30 % du marché mondial en 1985 (Griffin, 1997).

La région sud-méditerranéenne est toujours un importateur net. Un marché régional, très modeste mais croissant, existe. L'Algérie est de loin le principal client de ce marché puisque la facture laitière représente 1/5ème de sa facture d'importations alimentaires. L'Egypte et l'Arabie Saoudite comptent aussi pour une grande part mais leur demande internationale est en déclin. Par contre d'autres pays comme le Liban ou le Maroc ont considérablement augmenté leurs importations entre 1985 et 1995 (Griffin, 1997).

Le marché international du *fromage* est très nettement dominé par l'UE et l'Océanie (Figure 6). Il porte sur 1,2 millions de tonnes, soit 8 % de la production mondiale. La Méditerranée sud compte pour 17 % du marché international de fromage. Le Proche et Moyen-Orient sont concernés par 12 % de ces échanges en 1998 et l'Arabie Saoudite absorbe à elle seule la moitié de ces importations.

Les échanges mondiaux de *beurre* (Figure 7) ont porté sur 700 000 tonnes/an sur la période 1995-1998, soit un peu plus de 10 % de la production mondiale. C'est un marché en nette régression depuis l'instauration des quotas laitiers dans l'UE. Le marché sud-méditerranéen est la troisième plus grosse destination avec environ 85000 tonnes (Onilait/FAO/Eurostat) ; il concerne près de 30 % du marché mondial (Griffin, 1997).

Figure 6. Echanges internationaux de fromages (1995-1997)

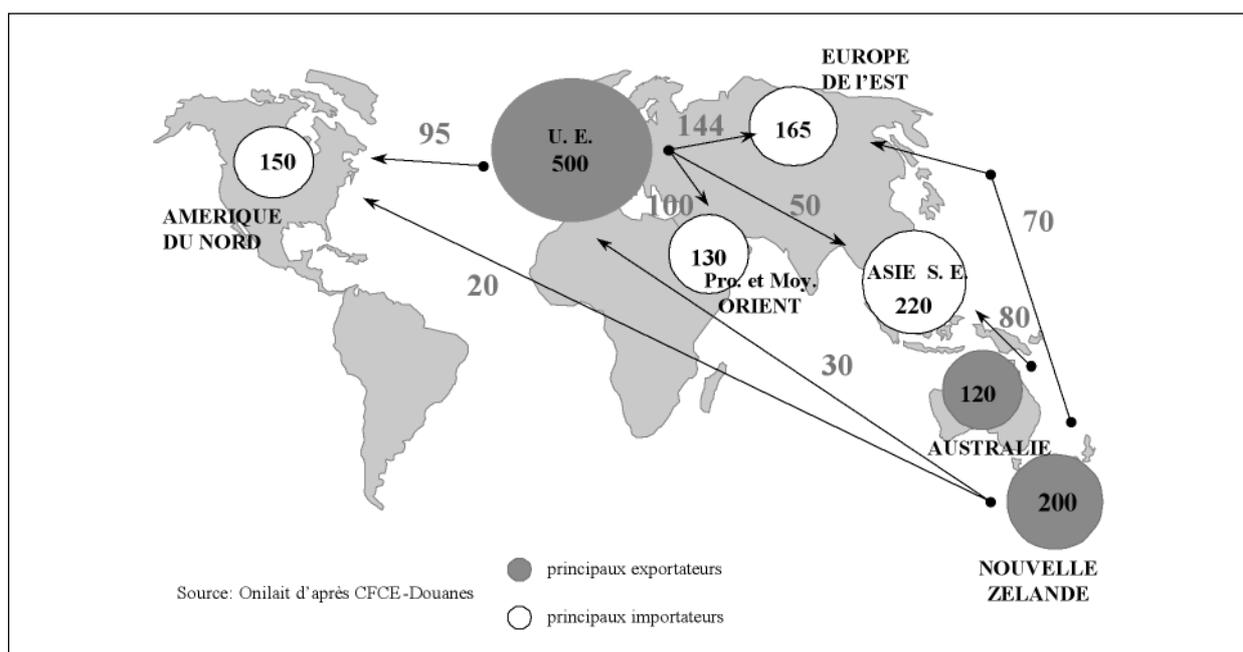
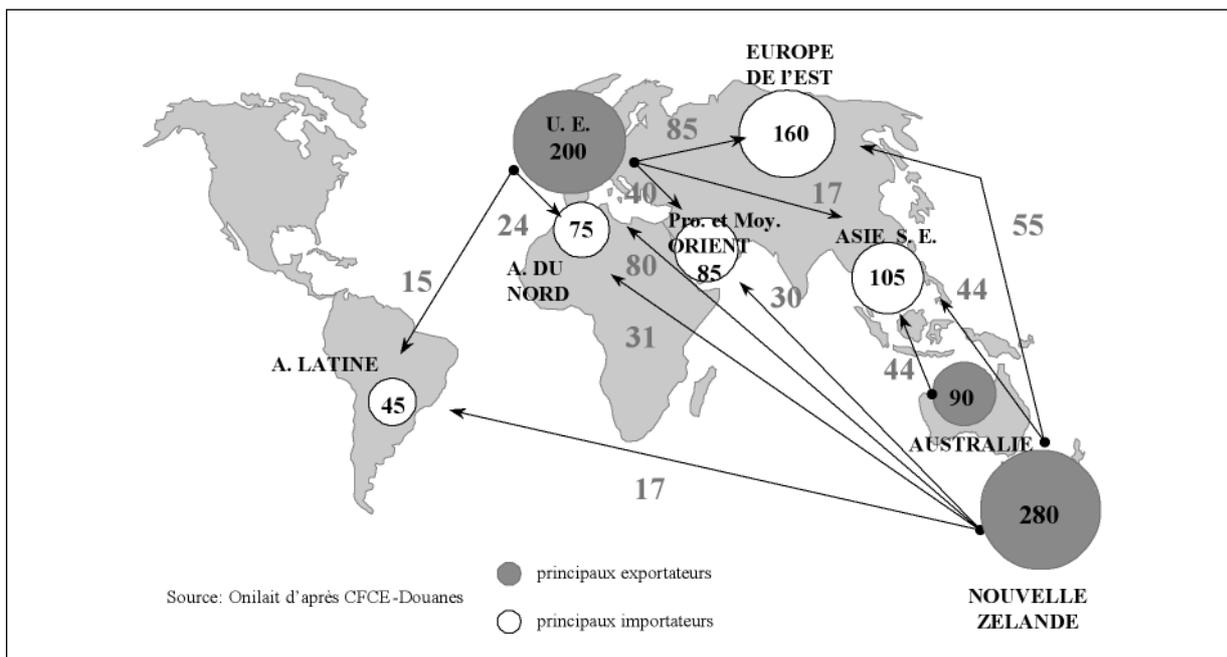
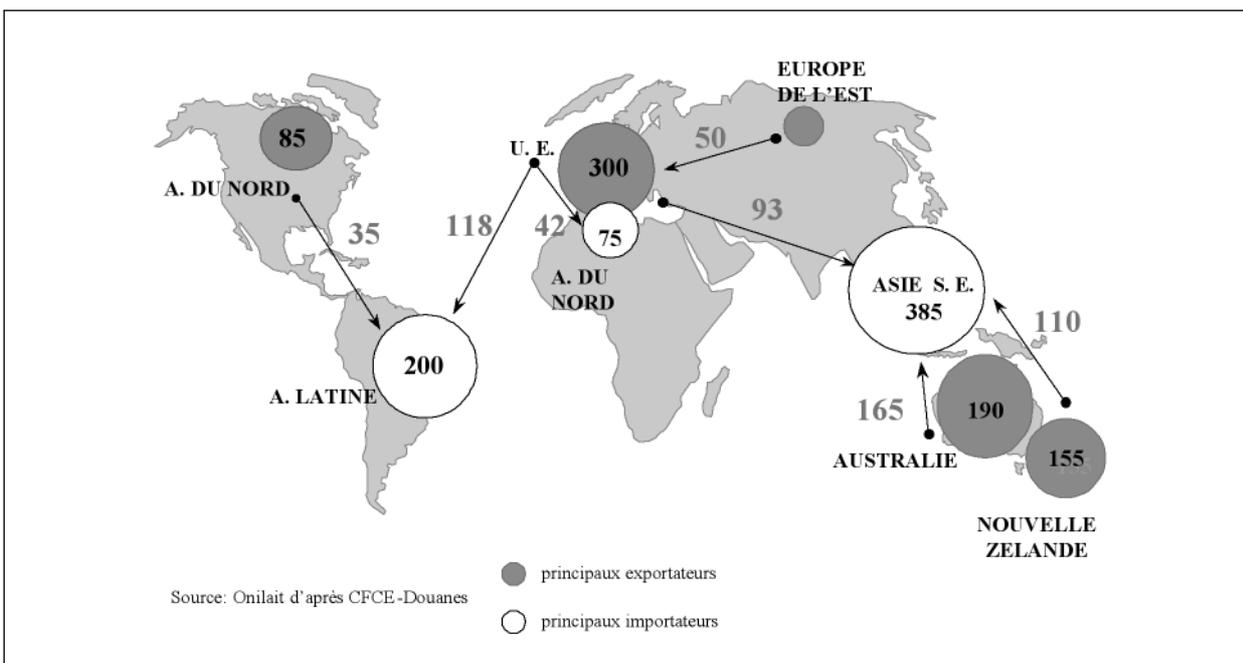


Figure 7. Echanges internationaux de beurre et butteroil (1995-1997)



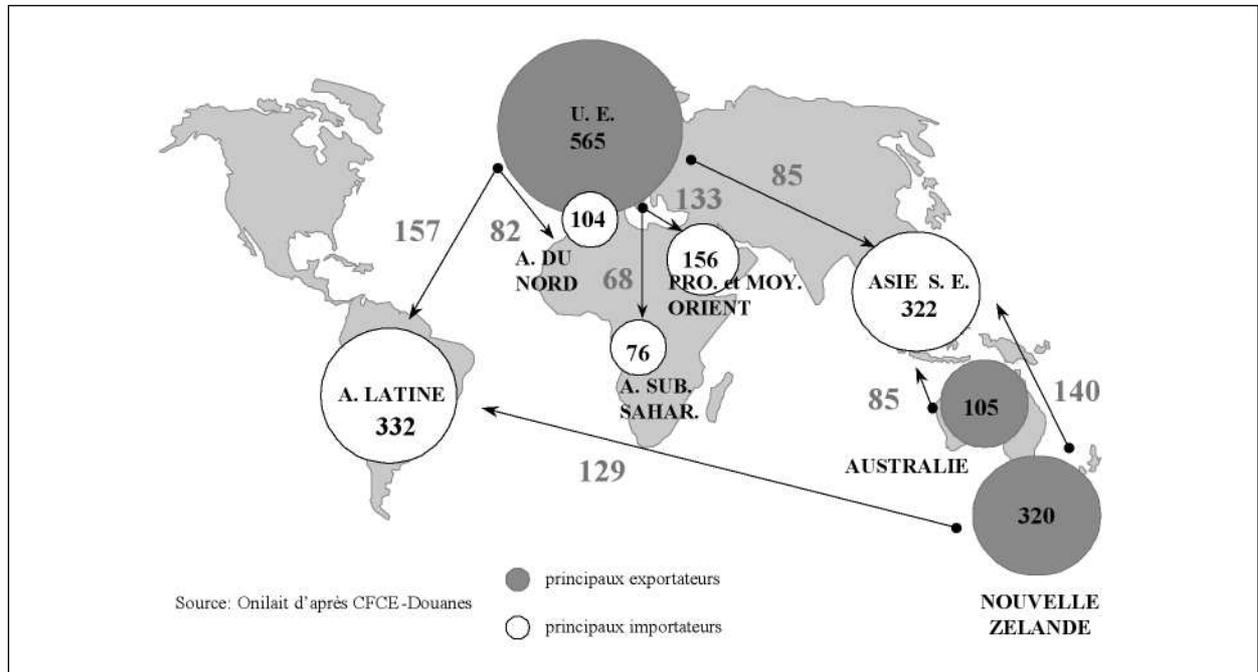
Pour la *poudre de lait écrémé*, les échanges mondiaux portent sur environ 700 à 800 000 tonnes par an, soit moins du tiers de la production. Ce marché est en baisse, concurrencé par la poudre grasse. La Méditerranée représente 11 % des transactions internationales avec une nette prédominance de l'Algérie et l'Arabie Saoudite. Si les importations de cette dernière sont stables à environ 20 000 tonnes, celles de l'Algérie sont très variables : 100 000 tonnes en 1990, 30 000 tonnes en 1998. Il est vrai que le phénomène de substitution de la poudre grasse à la poudre écrémée y a été pour une grande part au cours de ces dernières années.

Figure 8. Echanges internationaux de poudre de lait écrémé (1995-1997)



La poudre grasse, produit intermédiaire par excellence de l'industrie, est un produit très présent sur les marchés internationaux puisque les échanges touchent la moitié de la production mondiale, soit 1,2 millions de tonnes ! Contrairement aux autres, ce marché est à la hausse de 4 à 5 % par an. Le Maghreb et en particulier l'Algérie représentent 80 000 à 135 000 tonnes en 1995-98 (CFCE-Douanes) et le Proche et Moyen-Orient environ 150 000 tonnes (Arabie Saoudite et Emirats Arabes Unis essentiellement), soit pour toute la région sud-méditerranéenne, 28 % du marché mondial (Onilait, 2000).

Figure 9. Echanges internationaux de poudres grasses de lait (1995-1997)



Enfin le *lait concentré*, qui devient un marché marginal après des heures de gloire, est encore demandé par la Méditerranée sud avec 24 % du marché international (Griffin, 1997).

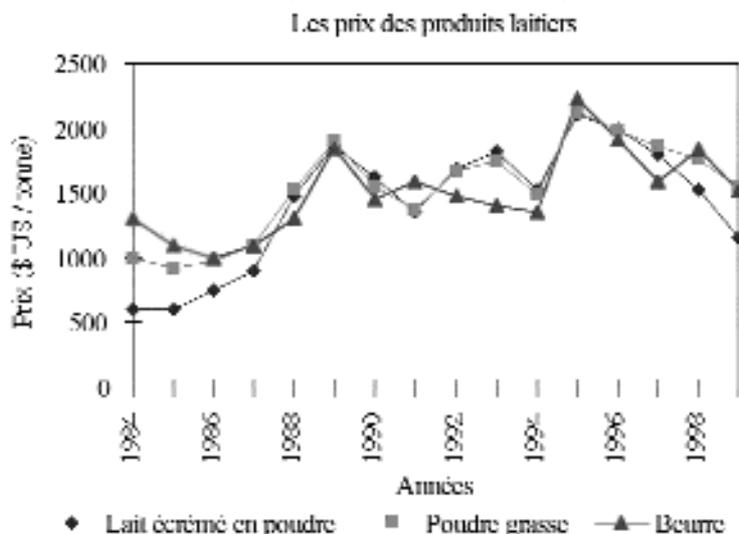
2. Pourquoi des transactions mondiales aussi limitées ?

On peut discerner quatre raisons majeures à la faiblesse du montant des transactions et à leur stagnation. Plusieurs faits économiques concomitants ou successifs se sont produits.

A. La flambée des prix

Les quotas laitiers imposés dès 1984 au niveau de la production européenne, ont gravement marqué les prix internationaux à la hausse. Face à une offre internationale limitée et coûteuse, les pays importateurs ont mis en place des politiques favorables à leur production locale qui ont permis à certains d'atteindre l'autosuffisance.

Figure 10. Evolution des prix internationaux des produits laitiers, 1988-1998



Source : Onilait d'après CFCE-Douanes

B. Une baisse de la demande mondiale

En 1998, deux crises économiques se sont superposées : la crise asiatique qui représente 40 % de la demande mondiale de lait en poudre ; la crise russe qui a profondément affecté les exportations de fromage et de beurre. Ces crises successives et la demande affaiblie des autres pays ont affecté les prix qui sont tombés à leur niveau le plus bas depuis quatre ans (Cyclope, 1999).

Enfin les dévaluations des monnaies en Australie et Nouvelle-Zélande en 1998, ont permis à ces deux producteurs d'écouler leurs stocks de beurre et de fromage sur les marchés d'Afrique du nord.

En Méditerranée sud, un certain nombre d'événements au cours des années 90 ont profondément modifié l'organisation des marchés : la guerre civile ou militaire, la réduction des prix du pétrole, la stagnation économique, les programmes de réforme économique, les embargos. A cela s'est ajoutée une volonté politique de réduire leur dépendance en produits laitiers ; des politiques incitatives ont eu un effet très positif sur les niveaux de production. Restent toutefois les problèmes de transport, stockage et distribution dans de bonnes conditions pour un produit fragile. Ces contraintes font que les ventes principales se font essentiellement sous forme de lait en poudre, beurre ou fromage en mottes, lait UHT.

C. Un produit "politique"

Compte tenu du rôle essentiel que joue la production laitière dans le revenu des agriculteurs, c'est un produit qui reste très contrôlé et très politique. Il s'agit aussi d'un négoce technique et risqué, qui réclame une technologie très avancée et un contrôle rigoureux pour garantir la sécurité des aliments.

D. Un autre marché

Aujourd'hui au niveau des produits transformés, la technologie laitière du premier producteur mondial, l'Europe, ne favorise plus le secteur de production. On risque de voir se développer un échange de savoir-faire techniques plus qu'un échange de produits. En effet, la substitution de matières grasses animales par des matières grasses végétales dans les laits, fromages ou desserts lactés, a beaucoup contribué à la déflation des produits laitiers. Cela s'ajoute à la baisse des prix du lait dans le cadre de l'Agenda 2000, prévue à hauteur de 10 à 13 %. Il faut signaler aussi les nouvelles technologies européennes qui permettent de transformer de la poudre de lait en fromages. Ceci permet dans le cadre de

l'accord de l'Organisation Mondiale du Commerce et en particulier de la clause "de l'accès minimum", l'utilisation par les industriels européens de poudre de lait des PECO (peu cher et échappant aux taxes), transformée en fromages ensuite exportés vers les pays d'Afrique et du Moyen-Orient.

IV – Perspectives des échanges mondiaux

1. Un "océan blanc"

Les perspectives des échanges mondiaux ne sont guère optimistes car on se trouve face à une demande mondiale faible, une offre qui ne se réduit pas (les pays traditionnellement fort producteurs s'inquiètent de cette évolution car ils risquent de se trouver face à un "océan blanc"), un environnement économique incertain dans les régions importatrices; donc les prix devraient rester bas. En cette fin de l'année 2000, les prix ont connu une nouvelle flambée qui inquiète les industriels importateurs ; mais cette flambée est conjoncturelle car liée à l'explosion des prix du pétrole qui a renforcé la demande internationale des pays pétroliers largement importateurs.

Les perspectives des marchés doivent toutefois être différenciées selon les produits : si la demande et les échanges de fromages et poudre grasse ont tendance à augmenter, ceux du beurre et de la poudre écrémée sont en perte de vitesse.

2. Un avenir opaque

Du fait de la libéralisation les cartes changent de main au profit de l'Océanie et de nouveaux opérateurs apparaissent sur le marché : l'Argentine, l'Uruguay ou certains PECO. L'avenir est opaque étant donné que la baisse importante de la demande mondiale masque pour le moment les effets des mesures contraignantes du GATT et de l'OMC. L'ouverture des marchés européens dans le cadre de l'accès minimum a eu des répercussions importantes puisque l'UE a multiplié ses importations de 30 % (beurre) à 200% (poudre de lait écrémé) selon les produits entre 1995 et 1999.

Les nouvelles négociations relatives à l'OMC se sont engagées avec une volonté d'accélérer la libéralisation des échanges dans le secteur laitier (Onilait, 2000). Selon l'OCDE, malgré une hausse prévisible de la production mondiale, le raffermissement de la demande asiatique devrait se traduire par une hausse des prix d'ici 2004.

La crise passée montre les limites de la politique de libéralisation. C'était sans compter sur les capacités d'expansion des productions dans des zones habituellement importatrices (Méditerranée sud).

Le mouvement de libéralisation des échanges pourrait se heurter aux exigences de plus en plus fortes des consommateurs quant aux systèmes de production (hormones, OGM, bien-être des animaux, respect de l'environnement...).

3. Un esprit nouveau au sud

La libéralisation a eu l'avantage de faire prendre conscience aux industriels du sud jusqu'alors protégés, qu'il y avait un sérieux risque de concurrence et les a poussés à s'engager dans la voie de la normalisation mondiale. Si cela est bénéfique pour la sécurité des aliments, cela reste négatif sur le plan social (fermeture de nombreuses entreprises, normalisation très coûteuse) et a conduit à la multiplicité de l'informel insaisissable sur le plan de la sécurité des aliments. L'engagement dans la voie d'un système de distribution moderne risque aussi de multiplier les capacités de distribution par chaîne de froid et donc permettre la diffusion de produits différenciés (margarine, desserts lactés). Par exemple, en Arabie Saoudite, si les supermarchés étaient inexistant il y a 15 ans, ils sont aujourd'hui 230 (Griffin, 1997).

Par ailleurs les récents investissements de multinationales dans la région peuvent faire évoluer les modes de production. On y trouve déjà le New Zealand Dairy Board, Nestlé, Levers, MD Foods, Gerber, Sodiaal et bientôt Danone.

Enfin les nouvelles technologies permettront-elles de résoudre les problèmes d'altération des produits lors du transport et de la distribution ? Le Comité du Codex Alimentarius a déjà approuvé en 1991, l'utilisation de lactopéroxydase qui permet de stabiliser le lait pendant 5 heures ; la FAO a tenté de vulgariser cette méthode en Egypte. Ce pourrait être une révolution à coût faible. La Banque Mondiale estime à 5 milliards de litres jetés chaque année en Afrique, faute de préservation pendant le transport vers les centres de collecte ou les industries laitières (FAO, 1998).

Conclusion

Compte tenu des évolutions observées du marché international du lait et produits laitiers et des très fortes improbabilités qui pèsent pour les années à venir, on peut se demander s'il est nécessaire d'accélérer le démantèlement des politiques laitières actuelles (comme le souhaitent le groupe Cairns et les USA) pour permettre la libéralisation des marchés. Les pays sud méditerranéens ne l'ont-ils pas compris en limitant la déprotection, en favorisant la production nationale pour se prémunir d'un marché toujours plus limité et capricieux dominé par de grandes entreprises multinationales ? Le marché des technologies et les accords interentreprises risquent de modifier considérablement les flux de transactions de produits.

Note

1. Les différents segments de marché sont : les fromages, la poudre de lait écrémé, les poudres grasses, le beurre, les laits concentrés et les produits divers transformés.

Références

- **AGIA Alimentation** (1998).- *Le marché des produits laitiers évolue très vite au niveau mondial*.- Paris, Numéro spécial, selon une étude Rabobank, 23 Juillet 1998, n° 1574.
- **Chalmin Ph.** (Ed) (1999).- *Les marchés mondiaux*.- Paris : Economica. Cyclope.
- **FAO** (1998).- *Grâce à une méthode de préservation sûre et simple, le lait pourrait être commercialisé en plus grandes quantités*.- L'actualité, juin 1998.
- **Griffin M.** (1997).- *Trends in demand for dairy products : the Middle East and North Africa*.- Iceland, International Dairy Federation Conference. Reykjavik, 27/08/1977.
- **Jachnik Ph.** (1999).- *World Dairy situation : a world of challenge for the dairy industry*.- Bulletin of the international Dairy Federation N°339.
- **Onilait** (2000).- *Evolution des échanges mondiaux des quatre grandes familles de produits laitiers de 1995 à 1998*.- Les Cahiers de l'Onilait N°21, février 2000.
- **USDA.** (2000).- *Livestock, dairy and poultry situation and outlook*.- Economic Research Service. LDP-M669, march 28, 2000.



ANNEXE

Evolution des importations de produits laitiers en Méditerranée, 1995 à 1998 (en tonnes)

	1995	1996	1997	1998	Evolution 98/95 en volume	en %
FROMAGE						
Monde	910 288	961 552	1 059 899	1 010 335	100 047	11
Maghreb (a)	13 769	16 030	21 019	19 151	5 382	39
Algérie	9 051	12 260	16 733	15 862	6 811	75
Autre Afr Nord (b)	26 139	19 518	20 011	21 726	-4 413	-17
Proche Moyen Orient (c)	139 175	127 531	117 931	119 801	-19 374	-14
Arabie Saoudite	58 392	59 544	55 293	57 633	-759	-1
Emirats Arabes Unis	8 736	11 620	12 058	11 553	2 817	32
Liban	14 137	14 689	16 730	15 954	1 817	13
BEURRE/BUTTEROIL						
Monde	692 871	617 816	711 013	602 082	-90 789	-13
Maghreb (a)	37 970	43 700	27 876	28 906	-9 064	-24
Algérie	13 794	17 271	10 851	8 933	-4 861	-35
Autre Afr Nord (b)	32 167	58 472	28 642	46 777	14 610	45
Proche Moyen Orient (c)	75 083	90 350	83 380	88 924	13 841	18
Arabie Saoudite	24 518	24 661	26 692	26 805	2 287	9
Emirats Arabes Unis	8 935	13 962	17 464	13 510	4 575	51
Liban	5 774	6 218	5 902	6 217	443	8
POUDRE de LAIT ECREME						
Monde	815 289	716 796	826 061	704 252	-111 037	-14
Maghreb (a)	79 252	55 125	40 816	37 125	-42 127	-53
Algérie	61 713	42 829	29 845	27 030	-34 683	-56
Autre Afr Nord (b)	11 319	19 875	17 483	31 040	19 721	174
Proche Moyen Orient (c)	31 252	29 081	42 103	40 919	9 667	31
Arabie Saoudite	18 525	16 946	23 209	21 888	3 363	18
Emirats Arabes Unis	1 995	1 631	2 161	2 553	558	28
Liban	1 669	554	931	1 200	-469	-28
POUDRES GRASSES						
Monde	1 021 395	990 057	1 151 403	1 142 579	121 184	12
Maghreb (a)	75 839	82 116	96 294	135 867	60 028	79
Algérie	69 022	78 765	91 428	133 138	64 116	93
Autre Afr Nord (b)	18 614	19 434	20 609	22 208	3 594	19
Proche Moyen Orient (c)	156 378	159 088	153 341	165 753	9 375	6
Arabie Saoudite	63 296	68 467	63 205	65 810	2 514	4
Emirats Arabes Unis	21 185	19 956	19 539	24 054	2 869	14
Liban	10 540	9 186	13 366	9 478	-1 062	-10

(a) = Maroc, Algérie, Tunisie ; (b) = Libye, Egypte, Soudan ; (c) = Chypre, Liban, Syrie, Irak, Iran, Israël, Gaza et Jéricho, Jordanie, Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats Arabes Unis, Oman, Yémen

Source : CFCE, Données douanières des principaux pays exportateurs